

L'exil de France. Un opposant nécessaire au franquisme tardif

PHRYNÉ PIGENET

IDHE Paris Nanterre (France)

orcid.org/0000-0002-5092-5066

Presentació: 8 abril 2015 | Acceptació: 4 maig 2015 | Publicació: 15 des. 2015

Citació recomanada: PIGENET, Phryné. L'exil de France. Un opposant nécessaire au franquisme tardif. *Franquisme & Transició. Revista d'Història i de Cultura* 3 (2015): 9–39. doi: [10.7238/fit.voi3.2597](https://doi.org/10.7238/fit.voi3.2597).

Résumé : Considéré au mieux comme un enjeu de la mémoire collective espagnole, l'exil républicain de France a suscité peu d'études comme acteur de l'opposition au franquisme tardif. Pourtant, malgré un affaiblissement consécutif à sa durée, il est resté, pour les nouvelles générations de l'immigration comme de l'intérieur, un soutien à l'opposition antifranquiste, un « passeur » d'informations et de mémoire, un conservateur, un incubateur et un diffuseur de culture catalane et républicaine. À ce titre, il a participé au rétablissement des libertés en Catalogne et en Espagne.

Mots-clés : exil catalan, réfugiés, anti-franquisme, franquisme tardif, Généralité en exil, culture d'exil, CNT, ERC, FNC, PSUC, MSC

The exile of France. An opponent needed to late Francoism

Abstract: Considered at best as matter of Spanish collective memory, the republican exile in France has stimulated few studies of its role as an agent in the opposition to late Francoism. However, despite becoming progressively weaker as it went on, for the new generations of immigrants and those who remained in Spain, it continued to sustain anti-Franco opposition; pass on information and memories, and preserve, incubate and spread Catalan and republican culture. In this way, it participated in the re-establishment of freedoms in Catalonia and in Spain.

Keywords: Catalan exile, refugees, anti-Francoism, late Francoism, Generalitat in exile, culture of exile, CNT, ERC, FNC, PSUC, MSC

Depuis le retour de la démocratie, l'historiographie catalane et espagnole s'est de plus en plus intéressée à la mémoire de la Seconde République et de la guerre civile, mobilisant ainsi les exilés, porteurs privilégiés de cette mémoire, comme le souligne Josefina Cuesta :

Las generaciones del exilio vivirán alimentando el recuerdo republicano y poniendo los cimientos de una revisión y de un reencuentro [...] En este proceso se inicia una aproximación entre vencedores y vencidos y entre sus «hijos».¹

Cependant, dans une histoire très instrumentalisée par les stratégies politiques du présent, au mieux,² les exilés sont perçus comme un enjeu. Négatif pour les uns qui les utilisent comme repoussoir à toute tentative rupturiste rappelant les violences de la Seconde République et de la guerre civile, positif, mais limité à une dimension éthico-moralisatrice, pour ceux qui revendiquent une intégration de la mémoire républicaine à la mémoire historique.

À ce jour, l'historiographie péninsulaire s'est plus attachée à la mise en valeur des porte-paroles politiques et culturels de l'exil et plus particulièrement ceux d'Amérique,³ permettant ainsi de les réintégrer à une vie

1 Josefina CUESTA, *La odisea de la memoria. Historia de la memoria en España. Siglo XX* (Madrid: Alianza Editorial, 2008), 428. À la fin des années 1980, plusieurs historiens ou spécialistes de littérature commencèrent à s'intéresser à l'exil au-delà de l'aspect purement politique. Au travers de séminaires et colloques, les chercheurs insistèrent sur ses aspects identitaires, mémoriels et culturels. Parmi les pionniers, nous pouvons citer Alicia Alted Vigil, Manuel Aznar Soler et Josefina Cuesta. En Catalogne, ce furent des historiens en charge d'une fondation qui exhument les premières archives relatives à l'exil grâce à des dons personnels. Ainsi, Jordi Planas à la tête du CEHI ou Francesc Vilanova, responsable de l'Arxiu Carles Pi i Sunyer, lancèrent les premières publications et animèrent les premières études sur l'exil catalan. En France aussi, en dehors de la thèse sur la presse de l'exil de Geneviève Dreyfus-Armand, publiée en 1999 et première grande synthèse dans l'Hexagone, un colloque comparatif sur les Italiens et les Espagnols en France réunit à Paris en 1991 les premiers spécialistes français, italiens et espagnols sur ce thème.

2 Il est intéressant de constater que, dans sa dernière livraison, entièrement consacrée à l'« Histoire et conflits de mémoire en Espagne », la revue *Vingtième siècle* (n° 127, juill.-sept. 2015) passe entièrement sous silence la mémoire des réfugiés et ne consacre pas davantage d'article aux mémoires des régions périphériques malgré leur singularité.

3 Il existe un dictionnaire des Catalans d'Amérique qui fut initié par Albert Manent, mais les exilés de France, pourtant les plus nombreux, n'ont pas bénéficié d'une telle attention.

culturelle, atrophiee durant la dictature.⁴ De même, en dehors de l'odyssée des centaines de milliers de républicains, franchissant la frontière en 1939 et victimes de l'internement, moyen de rattacher l'histoire péninsulaire à une histoire européenne,⁵ la foule des anonymes restés sur le sol français n'a pas suscité grand intérêt chez les chercheurs, a fortiori après les années 1950.

Étudiés comme enjeux, les exilés l'ont été rarement comme acteurs de la jeune démocratie espagnole. En optant pour ce changement de perspective, cet article se propose de tirer un premier bilan de la place qu'ils ont occupée dans la lutte contre le franquisme tardif et pour le retour des libertés.

Bien qu'affaibli, un exil qui se maintient jusqu'à la fin de la dictature

Au sortir de la guerre d'Espagne, l'écrasante majorité des leaders républicains et une bonne partie de l'intelligentsia prennent la route de l'exil, accompagnés de tous ceux qui refusent la dictature franquiste ou craignent pour leur sécurité. Cette situation singulière où un peuple vaincu s'enfuit à l'étranger avec ses institutions confère à cet exil une place inédite dans l'opposition au régime. La victoire des Alliés aurait dû consolider ce rôle et lui permettre de chasser celui qui était arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'État soutenu par des régimes désormais vaincus. Les divisions internes au camp républicain, le refus par la société espagnole d'un risque de retour des violences dans un pays qui peine à se relever des conséquences de la guerre civile, et la peur chez les dirigeants anglo-saxons de l'implantation d'un régime contrôlé par les com-

4 Tant la multiplication des fondations après la mort du dictateur — parmi les plus importantes en Catalogne, signalons l'Arxiu Montserrat Tarradellas, le CEHI ou la Fundació Pi i Sunyer — que les dépôts à l'ANC ou à l'Arxiu de la Ciutat d'archives personnelles de cadres politiques ou culturels ont favorisé la réintégration de l'exil « d'en haut » dans le patrimoine politico-catalan et les premières études sérieuses sur la question.

5 Le Museu Memorial de l'Exili (MUME) en est une bonne illustration. La création de ce musée, en 2008, à l'initiative des pouvoirs locaux et de la Généralité, et auquel participent de nombreux historiens catalans, s'intéresse avant tout à la période qui correspond au premier franquisme et intègre l'exil et l'internement des républicains espagnols à l'histoire de l'internement en Europe.

munistes brisent le rêve des expatriés et les installent dans un exil durable souvent définitif.

À partir des années 1950, l'exil connaît un déclin à la fois numérique et politique mesurable à plusieurs niveaux.

Un exil affaibli

Alimentée par la guerre d'Espagne et l'exode de 1939, puis, après 1945, par les départs de ceux qui fuient les mauvaises conditions de vie ou la répression outre Pyrénées, la vague de réfugiés statutaires atteint son pic en 1952. Avec 118 228 cartes accordées par l'OFPRA, les Espagnols se hissent en tête des groupes de réfugiés installés sur le territoire français. Mais à partir de cette date commence le reflux. Outre les décès qui frappent les plus âgés ou les plus fragiles, les retours, les départs vers le continent américain et les naturalisations contribuent à assécher le vivier principal de l'exil. Néanmoins, à la mort du dictateur, après presque 40 ans d'exil, 32 365 espagnols possèdent encore le statut de réfugié.

Ne confondons pas, cependant, statut juridique et exil.⁶ Outre que tous ceux qui ont demandé asile à la France sont loin d'avoir fait la démarche d'inscription à l'OFPRA,⁷ une partie des réfugiés de 1939 cesse toute activité politique dès son arrivée au pays d'accueil. A contrario continuent à militer dans ses rangs des primo entrants qui préfèrent le statut de résident ou optent pour la naturalisation. Confronté au vieillissement de ses troupes, l'exil peine davantage à mobiliser la seconde génération, mais commence à recruter parmi les nouveaux migrants qui arrivent massivement au début des années 1960.

Affaibli, l'exil perd aussi son rôle de leader politique face à la dictature.

6 Stéphane DUFOIX, *Politiques d'exil* (Paris : PUF, 2002), 25 et 50–52. L'auteur distingue le réfugié bénéficiant d'un statut mais qui, malgré les raisons politiques de sa migration, ne milite pas automatiquement dans le pays d'accueil, de l'exilé qui poursuit une activité politique en direction de son pays d'origine, quand bien même les raisons de son départ n'étaient pas politiques. Dans la communauté étudiée qui présente la particularité d'avoir un exil politique de masse et une émigration économique de masse, on a plus de chance de trouver des activistes politiques dans les rangs des premiers que des seconds.

7 *Le Monde*, 10 janv. 1964. À cette date, le journaliste Michel Legris évalue entre 130 000 et 165 000 le nombre de réfugiés espagnols en France, quand 80 000 sont titulaires du statut.

Au sortir de la guerre, plusieurs stratégies s'affrontent entre ceux qui, comme les communistes ou les anarchistes, penchent au début pour une issue militaire et ceux qui, comme ERC, le PSOE ou les partis modérés, souhaitent un changement par la voie politique. Parmi les partisans de l'option politique, il n'y a pas non plus d'unanimité entre les partisans d'un retour à l'identique aux institutions de la Seconde République et ceux qui n'excluent pas l'option monarchiste.

Ballotée entre ces différentes stratégies, la Généralité ne parvient pas à unifier les organisations politiques de l'exil et de l'intérieur autour de son projet de retour au statut antérieur d'autonomie. Elle a, par ailleurs, beaucoup de mal à se faire entendre des autres gouvernements en exil.

Face à cette incapacité à parler d'une seule voix, les grandes puissances européennes, déjà peu enclines à soutenir la cause des républicains espagnols, y trouvent le prétexte pour refuser toute intervention militaire ou politique et se cantonnent à un prudent attentisme, à l'exception de la France qui, pendant un bref laps de temps, ferme sa frontière après l'exécution de Cristino García. L'entrée en guerre froide signe l'abandon définitif par les pays occidentaux des institutions républicaines qui perdent leur légitimité internationale au profit du régime franquiste et ne sont plus reconnues que par une très petite minorité de pays.

Un déclin sans disparition

Toutes les organisations de l'exil subissent un déclin

Plus que les autres institutions républicaines, la Généralité perd toute légitimité internationale et nationale et ne garde qu'un semblant de légalité.⁸ Le poids croissant des thèses priétistes dans le gouvernement républicain compromet les fondements de l'alliance historique entre celui-ci et les autonomistes. Le départ en Amérique latine du premier conseiller, l'entrée de Serra Moret au gouvernement Albornoz,⁹ l'isole-

8 Mercè MORALES MONTOYA, *La Generalitat de Josep Irla i l'exili polític català* (Barcelone : Editorial Base, 2008).

9 Álvaro de Albornoz préside deux gouvernements en exil entre 1947 et 1951. C'est à l'occasion du second gouvernement Albornoz que Serra i Moret accepte un ministère sans portefeuille, après avoir démissionné du gouvernement catalan, précipitant sa dissolution.

ment des communistes,¹⁰ l'hostilité déclarée des nationalistes, des modérés et du MSC conduisent au blocage de la Généralité, dont le premier et dernier gouvernement en exil disparaît, sur les conseils du secrétaire général d'ERC, le 24 janvier 1948. À compter de cette date, le président est dorénavant l'ultime figure de la Généralité qu'il représente tant bien que mal sur la scène internationale, « symbole d'un peuple occupé par les armes franquistes¹¹ ». Dans le secret de sa correspondance, Josep Irla confie combien cette fonction le plonge dans une douloureuse solitude.¹²

La Généralité affronte bientôt d'autres turbulences qui entament toujours plus son crédit. Souffrant et découragé, son Président passe la main en 1954. La constitution prévoit que, dans le cas d'une démission ou d'un décès, le premier personnage de l'État est remplacé par le président du Parlement, Serra i Moret, du MSC, qui, lui-même, a hérité de cette charge à la mort de Rovira i Virgili. Le parti majoritaire se cabre à l'idée de céder un tel poste à une formation aussi récente que minoritaire et à un homme réputé plus soucieux de son intérêt personnel que du destin de la Catalogne. Irla publie donc, avant de se retirer, deux décrets, à la légalité douteuse, concernant l'organisation de la vacance du pouvoir et l'élection de son successeur. Le principal bénéficiaire en est Josep Tarradellas, dont la nomination en qualité de Premier Conseiller prépare son accession au poste suprême. Ni le procédé¹³ ni le candidat ne font l'unanimité. Machiavélique et brutal au besoin, Tarradellas s'est créé de solides inimitiés jusque dans sa propre formation. Commence alors, pour la Généralité et son nouveau Président, une longue traversée du désert.

Les organisations corporatives, déracinées, perdent leur raison d'être, s'étiolent ou disparaissent.¹⁴ Dans le Calvados, la CNT, forte de 120

10 Le gouvernement catalan sera le dernier du monde occidental à conserver un communiste en son sein. Cette anomalie sera vite réparée lors de l'autodissolution du gouvernement en janvier 1948.

11 Daniel DÍAZ ESCULIES, « La Generalitat de Catalunya a l'exili », *L'Avenç* 183 (juill.-août 1994) : 25, dossier « Exilis Catalans ».

12 Correspondance Irla, lettre du 11 novembre 1951 à J. Tarradellas, AMT (Arxiu Montserrat Tarradellas).

13 Les élections auront lieu au Mexique et ne seront validées que par une quarantaine de députés.

14 ADHG (Archives départementales de la Haute Garonne), 2042292. Un rapport du 13 mars 1950 mentionne la faible assistance à une réunion de l'Association de Solidarité des Fonctionnaires du Corps de Sécurité de la République. Forte, localement, de 600 adhérents, 35 seulement se sont déplacés. ADPO (Archives départementales des Pyrénées Orientales) 1419w4, Rapport du 10 avril

membres en 1950, n'en compte plus que 10 en 1972 et a cessé toute activité. Dans les Bouches-du-Rhône, où les deux CNT totalisaient 2 750 syndiqués en mars 1946, la réunification n'a pas suffi à enrayer une chute aux alentours de 500 en 1967. En Gironde, la chute des effectifs est sévère. Les 2 500 syndiqués de 1945 ne sont plus que 1 000 en 1948, et 250 seize ans plus tard. Dans les Pyrénées Orientales, dès 1952, la CNT MLE, fraction minoritaire, ne dispose plus que de 50 à 60 adhérents. Cinq ans plus tard, 9 de ses 10 sections ont disparu.¹⁵ Les autres groupements du département ne se portent guère mieux. L'Unió de Rabassaires ou l'Unió de Menestrals cessent même d'exister.¹⁶

Les partis connaissent, eux aussi, une désaffection mesurable à la perte de substance militante et au recul des organes d'information.¹⁷ Quelques synthèses notent le déclin continu des partis catalans depuis la fin des années 1940. Le mouvement touche en premier lieu ceux qui jouissaient de l'assise la plus large, à l'exemple du PSUC et d'ERC, privés de la moitié de leurs adhérents en 15 ans. Même si les communistes espagnols parviennent à conserver un certain potentiel, l'interdiction de 1950 et la scission comorériste affectent particulièrement le PSUC et sont suivies dans un premier temps d'un fort recul des effectifs. Quant aux petites formations modérées, elles pâtissent du départ de leurs dirigeants en Espagne ou en Amérique.

Le rétrécissement des noyaux militants retentit sur les cercles de sympathisants et sur le lectorat potentiel des publications. Aucun des pério-

1966. Le 1er mai 1966, le meeting de l'UGT dans les PO ne réunit que 50 participants contre les 100 à 150 attendus et alors que le syndicat en mobilisait 80 deux ans auparavant.

15 ADPO 69w8, Note sur l'activité des FIJJLL dans les départements de l'Aude et des PO du 23 octobre 1956.

16 ADPO 1419w4.

17 Beaucoup d'organisations n'ont jamais obtenu l'autorisation officielle. Tel est le cas des organisations communistes qui optèrent d'emblée pour un fonctionnement semi-clandestin. Leur interdiction totale en 1950 les gêna sans toutefois entraîner l'interruption de leurs activités. Elle compliqua, en revanche, les estimations policières. La CNT en exil et les Jeunesses libertaires ne furent pas davantage autorisées, à la différence du MLE CNT (CNT collaborationniste), mais bénéficièrent, on le sait, d'une grande tolérance administrative sous la IV^{ème} République. Suite au réchauffement des relations franco-espagnoles, les autorisations accordées furent retirées, souvent pour cause de statuts trop ouvertement hostiles au Caudillo. Certaines sections de l'UGT perdirent ainsi leur couverture légale en 1960, par exemple à Fumel, Caen et Perpignan. CF. A.N. (Archives nationales) 840083 ar. 13 dossier 510 UGT.

diques du Front Nacional ne survit bien longtemps. *La Humanitat*, qui tirait jusqu'à 5 000 exemplaires, ne paraît plus depuis 1953. *Endavant*, l'organe du MSC, imprimé et tiré à 4 500 exemplaires en 1948 n'est plus, deux ans plus tard, qu'un modeste bulletin ronéotypé et diffusé à 300 personnes.¹⁸ L'organe des communistes catalans ne résiste pas à la tourmente qui suit la scission comorériste. Dans les années 1960, le POUM ne diffuse plus, dans les Pyrénées-Orientales, qu'une dizaine d'exemplaires de son organe, *La Batalla*, à la périodicité très irrégulière.¹⁹ Les difficultés créées par les autorités françaises aggravent les problèmes financiers de publications toujours déficitaires. Il faut emprunter et réajuster en permanence les budgets des organisations dont l'absence de perspectives politiques fait fondre l'enthousiasme des donateurs de la Libération.

L'exil, ayant failli à sa mission de restauration de la République, perd l'initiative au profit de l'opposition interne. Affaibli, il ne disparaît pas pour autant. Le souffle de la contestation qui agite les années 1960 lui profite au moment où l'arrivée massive de nouvelles vagues de migrants économiques offre un terreau favorable à la relance d'une propagande tombée en sommeil. La décrue des effectifs de réfugiés enregistrée au cours des décennies suivantes est largement compensée par l'arrivée massive de nouveaux migrants qui propulsent la communauté à la première place en 1964. Le maximum est atteint en 1967 avec 640 000 Espagnols recensés. Si l'exil catalan profite moins de cette nouvelle vague d'émigration qui touche en priorité les zones les plus pauvres d'Espagne, il garde des capacités d'encadrement qui attirent les nouveaux venus dans les associations qu'il dirige.

Les atouts de l'exil

L'exode d'un grand nombre d'intellectuels — professeurs, avocats, journalistes, écrivains, plasticiens —, de cadres politiques et sociaux expérimentés ayant dirigé des institutions nationales ou régionales, des municipalités, des coopératives et des syndicats professionnels offrent

18 A.N. INF 936, Dossier *Endavant*.

19 A.N. INF 936, Dossier *Batalla*. En 1948, le bimensuel tirait à 5 200 exemplaires. En 1962, devenu mensuel, il ne tire plus qu'à 2 000 exemplaires.

aux exilés un encadrement de qualité. Malgré les retours ou les départs nombreux vers les pays latino-américains, jusqu'à la mort de Franco, les formations de l'exil bénéficieront de la pratique et des réseaux de ces hommes et ces femmes fortement investis dans l'expérience républicaine qu'ils sauront mettre à profit pour encadrer leurs compatriotes.

La communauté catalane, limitée à 16 à 21 % de l'ensemble de l'exil espagnol, aurait pu souffrir de dilution et se montrer incapable de maintenir le lien identitaire. Ce handicap est compensé par l'existence de fortes concentrations dans le grand Sud-Ouest, à Paris ou encore à Marseille, facilitant ainsi l'existence de la vie associative. Malgré les scissions, les dissolutions, les interdictions, sur les 19 *casals* recensés à la fin des années 1940, quatre ont encore, dans les années 1960–1970, une activité régulière et soutenue sur laquelle peuvent à la fois s'appuyer les nouveaux migrants et les opposants de l'intérieur.²⁰

Après l'entrée de l'Espagne à l'UNESCO, qui marque un nouveau recul de la légitimité internationale de l'exil, à défaut de pouvoir compenser le terrain perdu dans les chancelleries, les relais et réseaux hexagonaux s'avèrent plus que jamais essentiels à la défense de la cause antifranquiste. L'abandon réitéré des républicains espagnols en 1936, puis en 1945, restera longtemps la mauvaise conscience de la gauche et d'une partie de la démocratie chrétienne françaises. Si la guerre froide en atténue le poids et en complique les manifestations, l'exigence de réparation subsiste jusqu'au retour de la démocratie et permet aux organisations exilées de se prévaloir de soutiens qui aideront l'opposition intérieure.

Ainsi, les centrales syndicales exilées, en sommeil sur le territoire français, poursuivent la lutte en Espagne avec le concours moral et matériel des syndicats hexagonaux. FO, la FEN et la CFTC chaperonnent respectivement l'UGT, la CNT, l'ASO et l'ASE.²¹ Les sympathies de la CGT vont à l'UGT de tendance communiste, puis aux Commissions Ouvrières (CCOO). Des subsides de provenances variées maintiennent hors de l'eau

²⁰ Il s'agit du Casal de Catalunya de Paris, du Casal de Tolosa del Llengua d'Oc, du Centre Català de Marsella et du Casal d'Angoulême. D'autres associations à la durée de vie plus aléatoire survivent ou se recréent sous les noms de « l'lar » ou de « foment de la sardana ».

²¹ Pour rappel, l'ASE et l'ASO ont les mêmes composantes, mais l'une regroupe les formations en exil et l'autre les organisations de l'intérieur.

une partie de la presse exilée. Ainsi en va-t-il du mensuel en langue catalane, *Cartes d'Europa* créé en 1953, dont Josep Sans, ancien dirigeant des Jeunesses d'ERC, est l'un des rédacteurs, en compagnie d'Enric Adroher (alias Gironella), poumiste passé au MSC. Le périodique, engagé en faveur de la construction d'une Europe unie et libérale, fustige Franco et Staline. Après de premiers tirages à 3 200 exemplaires, il disparaît en 1956.²² *Endavant*, organe du MSC, doit davantage à ses appuis extérieurs qu'à ses ventes sa présentation luxueuse.²³ La manne est généreuse. Une note de synthèse consacrée au MSC dans les Pyrénées-Orientales constate qu'en dépit d'effectifs modestes — une trentaine de membres —, le Mouvement « dispose de ressources financières importantes²⁴ ». Ces ressources sont d'ordinaire cachées aux adhérents. Ceux de l'UGT catalane de tendance MSC ignorent tout, ainsi, des liens étroits noués par la centrale avec l'AFL-CIO, lesquels « touchent presque exclusivement les milieux dirigeants²⁵ ».

Bien que les organisations de l'exil participent, bon gré mal gré, aux clivages et batailles de la guerre froide, l'anti-franquisme conserve néanmoins des vertus unitaires pour la gauche française que tant de sujets divisent par ailleurs. L'exil espagnol peut ainsi multiplier sur le sol français les manifestations publiques de soutien à la cause de l'opposition intérieure. Le contexte politique et social espagnol — grèves des Asturies, la Caputxinada catalane, condamnations à mort d'opposants, etc. — favorisent les mobilisations à l'unisson de l'agitation qui, en France même, annonce mai 1968.

22 AN INF 937, Dossier Cartes d'Europa.

23 ADHG 2690/170, Circulaire du 24 octobre 1956. Une circulaire interne des dirigeants en exil du PSOE annonce la collaboration de la CISL et de plusieurs centrales étrangères, permettant au PSOE et à l'UGT d'envoyer chaque mois 10 000 exemplaires d'*El Socialista* et d'*UGT* en Espagne.

24 ADPO 1419w4, Note de synthèse sur les groupements exilés de 1960. Parmi les noms régulièrement cités, on trouve celui de Jordi Arquer, tantôt agent du SDECE, tantôt agent de la CIA. Membre du MSC, Arquer a vécu la répression du POUM en 1937 et en a conçu une haine définitive du communisme prosoviétique.

25 ADPO 69w8, Rapport du 23 avril 1956. Plus isolée sur la scène internationale, la CNT ne refuse pas, à l'occasion, l'aide des syndicats « libres », à l'instar de sa section de Buenos Aires en quête de ressources pour une publication proche de l'ASE. Une lettre du 10 avril 1962 (ARUS Fonds Abad de Santillan O2 01 02, Dossier Alianza Sindical Española) précise : « Nous croyons que le bulletin pourrait se faire en France avec un corps de rédacteurs sélectionnés parmi les organisations constituant l'Alliance. La CIOSL-CISL pourrait financer en partie ce journal ».

En 1963, à Toulouse, l'expression de la solidarité avec les mineurs asturiens, la dénonciation de l'exécution de Julian Grimau et l'arrestation de militants anarchistes permettent la constitution d'un large front syndical — CGT, CFTC, FEN, UNEF — allié au comité de défense des libertés auquel participent le PCF, le PSU et la Ligue des Droits de l'Homme.²⁶ Cette fois encore, le public mobilisé demeure très majoritairement espagnol, mais les initiatives sont l'occasion de rencontres et de concertations impensables une décennie plus tôt. L'épisode rappelle en outre au PCF, s'il en était besoin à Toulouse, l'intérêt qu'il a, toutes considérations idéologiques mises à part, à cultiver ses liens avec une communauté aussi réactive.²⁷ Les communistes espagnols jouent sur les deux tableaux de la solidarité, avec les luttes en Espagne et le soutien aux travailleurs immigrés en France. Les exigences du mouvement bousculent à la fois les contraintes de la clandestinité et les sectarismes :

Pour la première fois depuis la Libération, on observe un certain dégel. Les réunions d'information organisées depuis un mois dans les villes de France à forte immigration espagnole par le PCE sous couvert de la CGT et de la Libre Pensée voient la venue et la présence conciliante de militants et de cadres anarchistes et socialistes.

Le fait le plus notable est l'acceptation de la discussion en vue de positions communes par les anarchistes [...] Les socialistes de l'UGT se rendent aussi aux réunions du PCE malgré les répugnances des responsables.²⁸

À la veille de la mort de Franco, le maintien de l'interdiction des activités communistes espagnoles n'est plus un obstacle à l'expression publique du PSUC et du PCE au moyen de fêtes, de bals, d'excursions, de festivals de musique, etc. Le rassemblement du 24 juin 1971 en l'honneur de

26 A.N. (Archives nationales) 770128 ar. 15, Rapport du préfet de la Haute Garonne du 17 septembre 1963.

27 Ce que note une excellente synthèse policière : « la part extrêmement importante prise par les Espagnols dans la résistance et celle qu'ils prennent ou peuvent prendre dans certaines manifestations montre aux communistes français leur devoir d'information et d'entraide. » APPP (Archives de la Préfecture de Police de Paris) BA 2157, Rapport du 19 février 1964.

28 ADPO 112w19, Note du 25 mars 1964.

la Passionaria attire près de 25 000 personnes à Saint-Ouen, quand les autorités tablaient sur 15 000.²⁹

L'exil catalan ne renonce pas davantage à sa prétention de représenter la Catalogne aux échelons des localités où il a quelque influence. À Saint Cyprien, le conseil municipal accepte l'érection d'un monument à la mémoire de Lluís Companys et participe aux cérémonies d'hommage prévues pour l'anniversaire de sa mort.³⁰ Les plus grands intellectuels de l'exil encore présents sur le territoire français refusent rarement d'apporter leur concours. Pablo Casals est l'un des plus sollicités. En tournée à Toulouse, il obtient ainsi de la municipalité le versement d'un don aux sinistrés des inondations de Barcelone. Dans une lettre adressée au Président des États-Unis, il explique encore qu'il a décidé de ne plus participer à des concerts pour protester contre l'attitude des pays occidentaux à l'égard de Franco et exhorte Truman à opposer son veto à tout crédit américain destiné à l'Espagne sous peine de « souffrir une déception semblable à celle ressentie par des millions d'hommes et de femmes du monde entier qui voient dans les étoiles et les couleurs de votre drapeau le symbole de la liberté³¹ ».

Des organisations réactivées au contact des nouveaux migrants

Le souffle de la contestation qui agite les années 1960 leur profite au moment où l'arrivée massive de nouvelles vagues de migrants économiques offre un terreau favorable à la relance d'une propagande tombée en som-

29 APPP BA 2157, Note du 16 juin 1971. À partir du nombre d'autocars affrétés par régions, l'auteur du rapport totalise 11 000 à 12 000 participants venus de France, auxquels s'ajoutent les 12 000 en provenance de l'étranger (essentiellement la Suisse et l'Allemagne). « En tenant compte d'un certain optimisme des dirigeants communistes, on peut cependant compter sur la présence de 10 à 15 000 ressortissants espagnols », conclut-il. Une note du 24 juin admet que « quelques 20 000 Espagnols, venant de Paris, de la province ou de divers pays européens assistaient, en famille, à la première manifestation « officielle » du PCE depuis son interdiction officielle du 7 septembre 1950 ».

30 Entretien avec J. Olibo. Argelès le 26 juin 1998. Des maires de communes plus petites honorent de leur présence les cérémonies en souvenir de la Seconde République. En avril 1947, le maire d'Amélie-les-Bains (Pyrénées Orientales) dépose une gerbe au monument aux morts pour célébrer l'anniversaire de l'avènement de la République, en présence de la colonie espagnole. ADPO 31W5.

31 Pour plus de précisions sur l'engagement de l'artiste, nous nous permettons de renvoyer à notre article : « Pablo Casals ou les modalités et les significations de l'engagement d'un musicien », in *Le Mouvement Social* 208 (juill.-sept. 2004) : 125-143.

meil. À l'usage, certaines organisations réussirent mieux que d'autres, au gré des structures conservées et des savoir-faire mobilisables. Une source policière montre un PSOE à la peine :

Certes le PSOE réunit 250 délégués convaincus à son congrès de la mi-août, mais ce sont toujours les mêmes auditoires qui applaudissent. Il semble peu probable que les «séminaires de cadres» prévus par le congrès reçoivent plus de jeunes Espagnols que le traditionnel «camp école» tenu tous les ans à Hossegor, au moment des vacances, avec l'aide financière de la CISL, et qui recrute toujours dans les mêmes milieux.³²

Du moins le parti peut-il compter sur de solides soutiens extérieurs qui préservent des structures susceptibles de redevenir opératoires si la conjoncture le permet.

Au sein d'une même formation, les attitudes à l'égard des nouveaux migrants ne sont pas similaires. La situation de la CNT est contrastée selon les départements et la ligne adoptée par les responsables locaux. En Gironde, par exemple :

Ses militants développent envers les travailleurs entrés en France au cours des dernières années une intense campagne de propagande antifranquiste et s'attachent à recruter de nouveaux adhérents. En outre au moyen de très nombreuses collectes et par l'organisation de séances récréatives et artistiques, la CNT collecte des fonds qui sont acheminés sur l'Espagne pour venir en aide aux détenus politiques et à leur famille.³³

Si la participation aux réunions politiques du dimanche matin est modeste —autour de 35 présents—, la persévérance paye. En 1969, les effectifs remontent à 300 adhérents alors qu'ils n'étaient que 250 en 1956.

La comparaison avec les organisations communistes dégage quelques points communs, mais aussi beaucoup de différences. En 1964, une très longue note de police constate :

32 A.N. 890576 ar 4, Rapport de synthèse du 30 août 1962.

33 A.N. 840083 ar 23, Dossier CNT.

Il ne s'est pas créé de véritable fossé entre la tête et la base du PCE. L'épreuve de la clandestinité a montré la solidité de l'organisation qui a su maintenir sous son autorité, pendant près de 15 ans environ, 10 000 adhérents fidèles et disciplinés. Au cours des deux dernières années, s'est ajouté un recrutement d'individus dépolitisés par le régime franquiste, plus malléables, plus faciles à convaincre.³⁴

Porté à l'exagérer, l'auteur insiste sur le succès remporté auprès des nouveaux migrants. Les zones industrielles du nord de la Loire deviennent les lieux par excellence de recrutements et se détachent du Midi, fief des réfugiés de la guerre civile où les gains sont plus mesurés. Le chiffre de 50 000 adhérents, confondus avec « les sympathisants », paraît excessif eu égard aux 85 000 réfugiés politiques et aux 600 000 immigrés espagnols recensés alors.³⁵ Le renouveau des effectifs et des méthodes militantes ne fait toutefois pas de doute. Une décennie après son interdiction, la mouvance communiste renoue avec la ligne de masse du passé. Le cas est assez exceptionnel en situation d'exil pour être signalé. Des militants éprouvés aux simples cotisants, la stratigraphie communiste se complexifie sur fond de renforcement.³⁶ Dans les années 1960, le renouveau consécutif au recrutement de migrants économiques amène à redéfinir l'articulation militants/adhérents/sympathisants :

Sans que l'on puisse considérer des gestes de sympathie (plus ou moins imposés par la CGT dans les usines ou les centres d'accueil) comme de véritables affiliations au parti, des travailleurs donnent assez facilement la cotisation de 5 francs par mois et achètent *Mundo Obrero*. Les responsables du parti n'hésitent plus, semble-t-il, à les faire figurer maintenant dans leurs effectifs, alors que jusqu'à deux ou trois ans, les responsables se montraient très sé-

34 APPP BA 2157, Note de 19 pp. du 19 février 1964.

35 L'auteur du rapport conclut à 50 000 adhérents pour 600 000 Espagnols résidant en France, soit 8,3 % du total. Ce chiffre, très excessif, redevient plausible s'il englobe des sympathisants. Une fois de plus, on mesure les limites de ce type de sources.

36 AN 890576 ar. 4. La synthèse souligne l'évolution positive en quelques années (un quasi doublement des adhérents) qu'elle nuance aussitôt « étant entendu qu'il ne s'agit pas pour la moitié de militants véritablement formés et acquis profondément au marxisme-léninisme, mais de simples cotisants et de lecteurs superficiels de *Mundo Obrero* arrivés en France depuis trois ans ».

vères en ce qui concerne la qualité des nouveaux membres et le sérieux des méthodes de recrutement.³⁷

Si les recensements continuent d'ignorer les origines régionales, les zones de départ des migrants espagnols suggèrent cependant une contribution catalane sans commune mesure avec ce qu'elle fut pour les réfugiés politiques. Les Pyrénées-Orientales sont exemplaires à cet égard. Dans ce département qui concentre une forte proportion de réfugiés catalans, la décade les affecte en priorité. Les archives personnelles de Josep Pamiès, responsable à l'organisation de la 30^{ème} région du PSUC — Comité de Paris et de la région parisienne — confirment et affinent les sources policières.³⁸ La nouvelle immigration espagnole vient d'autres régions que la Catalogne. Ainsi, le PSUC recrute-t-il moins que le PCE, davantage en phase avec les centaines de milliers de migrants originaires des provinces les plus pauvres d'Espagne. Du moins bénéficie-t-il, parfois, de l'adhésion de travailleurs immigrés ayant auparavant vécu en Catalogne. En 1970, le comité parisien du PSUC compte 177 adhérents contre 112 en 1964. La progression est importante, mais très loin des 8 000 adhérents attribués régionalement à la mouvance communiste espagnole. L'environnement parisien et le contexte politique catalan favorisent, en revanche, l'émulation activiste dont témoigne l'évolution des rentrées d'argent, baromètre sensible à la montée des actions de solidarité avec l'opposition intérieure, elle-même en plein essor. De même, les effectifs du PSUC dans les Pyrénées-Orientales avoisinent-ils les 400 en 1968, contre 350 six ans plus tôt.³⁹

Ainsi, à défaut d'être à l'initiative, l'exil conserve une assise numérique suffisamment importante et structurée pour constituer une communauté politique capable d'influer sur les siens, de servir de caisse de résonance aux luttes menées en Catalogne et en Espagne dans l'opinion publique hexagonale et... d'aider l'opposition interne.

37 APPP BA 2157, Note du 19 février 1964.

38 Archives privées Josep Pamiès réunies en deux tomes sous le titre *Militància psuquera. Algunes activitats de la Gent del PSUC a la Comarca 30 (Paris)*, vol. 1 : 1965-1972, vol. 2 : 1973, document ronéoté.

39 ADPO 1419w49, Rapport du 22 janvier 1968.

Une base arrière structurée qui fait de l'exil un « passeur » d'informations, de mémoire et de culture

Une aide matérielle multiforme

L'accueil et la formation des militants de l'intérieur constituent l'un des domaines pour lequel le concours de l'exil se révèle déterminant, vital même, pour les groupes engagés dans la lutte armée. Jusqu'au début des années 1950, le recrutement, l'instruction militaire, l'éducation politique, le recyclage des militants « grillés » en Espagne sont à la charge des organisations de l'exil.⁴⁰ Madrid ne s'y trompe pas, qui réclame à cor et à cri la fermeture « des écoles de terrorisme ». Le rétablissement de liens plus cordiaux entre la France et l'Espagne, et l'échec de l'option militaire modifient la donne au bénéfice, bon gré mal gré, de l'intérieur, quand bien même des réfugiés continuent d'effectuer des missions en Espagne et d'alimenter en cadres l'opposition de l'intérieur, ainsi que le décrit Josep Pamiès.

Le camarade Joaquim, l'adhérent le plus récent, le plus jeune, a décidé de revenir à Valence pour y vivre avec sa femme et ses enfants. [...] Il n'y a eu aucun discours, seulement des discussions exprimant l'affection et l'amitié envers un copain qui s'en va sans nous laisser. [...] Avec Joaquim, c'est un autre copain qui s'en va. Encore un qui cessera d'être un « émigré », qui retrouvera « sa maison », un statut, certes dangereux, de citoyen qu'ici il n'a pas, peut être une « légalité » qu'ici ni lui, ni nous n'avons pas non plus.⁴¹

À l'inverse, l'exil se charge du recyclage des militants en délicatesse avec le régime franquiste. Une fois en France, le clandestin doit rapidement trouver des papiers et un travail sous peine d'expulsion. Chaque organisation a ses réseaux. Les anarchistes disposent d'un système assez efficace. Dans un cas présenté par une source extérieure, le secrétaire des Jeunesses Libertaires de las Cortes, à Barcelone, aurait délivré une attes-

40 ADHG 2692/169, Rapport sur deux militants libertaires, le 3 mars 1953.

41 PAMIÈS, *La militància psuquera...*, 1, 185. Joaquim sera élu, quelques semaines plus tard, secrétaire fédéral de la fédération du Bois des CC.OO. de la région de Valence.

tation certifiant l'appartenance du porteur à l'organisation, sa participation à la lutte clandestine, la nécessité qui est la sienne de franchir la frontière et de recevoir l'aide des compagnons.⁴²

Dans les années 1960, les flux se diversifient socialement avec l'arrivée de jeunes étudiants et les accords de migration du travail entre la France et l'Espagne. Ils se poursuivront jusqu'à la fin du franquisme, réactivant sans cesse les filières en place depuis l'exode de 1939. Le plus difficile est de faire le tri et de prévenir les tentatives d'infiltration. Au cours des années 1950, les communistes ont la consigne de ne porter secours qu'aux camarades qui ont le feu vert de l'organisation. Ceux qui ont fui de leur propre chef sont tenus à l'écart ou, pire, tenus pour des traîtres.⁴³

Outre la circulation des hommes dans les deux sens,⁴⁴ l'exil assure aussi le transport du matériel de propagande destiné à l'intérieur. Telle est la mission des militants titulaires d'un passeport et camouflés en touristes, mais il existe aussi des spécialistes experts dans l'art de la fabrication des faux papiers. Le temps n'est plus à la condamnation des exilés inscrits dans les consulats.⁴⁵

Parfois, ce sont des organisations de l'intérieur qui viennent chercher refuge ou étendre leurs réseaux à partir de l'Hexagone. C'est le cas d'Omnium Cultural, qui ouvre une filiale à Paris après son interdiction par le régime et parvient à étendre son réseau en nouant des liens avec une partie de l'exil.⁴⁶

La collecte d'argent pour les emprisonnés et les organisations de l'intérieur est au centre de l'activité des formations de l'exil, celle qui permet de rester en contact avec le pays d'origine. La tâche présente cependant autant de disparités que la stricte activité politique.

42 ADHG 2042/292, Note du 5 janvier 1949.

43 Voir à ce sujet l'itinéraire de Sebastià Piera dans l'ouvrage de Ricard VINYES, *El soldat de Pandora. Una biografia del s. XX* (Barcelone : Proa, 1999), 172-187.

44 Entretien avec M. Attiel à Perpignan, le 25 mai 1998.

45 À la fin des années 1960, le PSUC les recense pour solliciter leur concours dans le passage de la frontière avec des valises à double fond.

46 Phryné PIGENET, *Le Casal de Paris: première approche de l'exil catalan*, mémoire de DEA sous la direction de Pierre Milza (IEP Paris : CEHVS, 1993), 92-103.

La comparaison des fonds collectés par la CNT et l'UGT le confirme.⁴⁷ En dépit d'un nombre d'affiliés assez proche, les sommes recueillies par la première sont systématiquement supérieures à celles collectées par l'UGT. Le rapport oscille entre 2,5 et 5 selon les années. Deux autres différences tiennent aux modes de recouvrement et aux apports d'organisations amies. En janvier 1956, ces dernières entrent pour 45 % des 221 536 francs récoltés par l'UGT.⁴⁸ À la CNT, l'essentiel des rentrées repose sur les militants, les ventes de cartes ou de bons et, surtout, les collectes organisées lors des meetings et des festivals. Les militants de l'intérieur se plaignent de la faiblesse de la part qui leur revient eu égard aux nécessités de la lutte et aux besoins des familles d'emprisonnés. Les responsables de l'exil en conviennent, invoquant « les frais [...] occasionnés en France pour permettre le maintien de l'organisation à l'Intérieur⁴⁹ ».

À l'instar des socialistes, les communistes disposent de soutiens extérieurs, en l'occurrence ceux du PCF⁵⁰ et, au-delà, des pays de l'Est, relayés par Cuba quand les relations avec l'URSS et le parti français se détériorent. Mais la mouvance communiste insiste aussi, à l'exemple des anarchistes, sur la dimension politique et mobilisatrice du financement militant. En 1948, chaque membre du PSUC verse tous les mois, en sus de sa cotisation — 75 francs —, un supplément de 25 francs au profit des camarades de Catalogne.⁵¹ Les adhérents sont également invités à dédier une journée de salaire par mois à la solidarité.⁵² Les collectes lancées en direction de la communauté émigrée, voire de la population française,

47 ADHG 2692/170, Dossier UGT; ADHG 2692/169, Dossier CNT; ADHG 1896/90, et Ángel HERRERÍN LÓPEZ, *La CNT durante el franquismo, clandestinidad y exilio 1939-1975* (Madrid : Siglo Veintiuno de España Editores, 2004), 109.

48 À raison de 100 000 francs pour la Fédération Internationale des Télécommunications et de 5 000 pour le Syndicat Autonome de la Métallurgie de Tours.

49 HERRERÍN, *La CNT durante el franquismo...*, 109. Rapport du secrétariat pour le congrès de 1948.

50 APPP BA 2157, Note du 15 juin 1971. Malgré les relations souvent houleuses entre le PCF et le PCE, à la base, la solidarité des organisations françaises envers leurs camarades espagnols ne se dément pas. Pour la préparation du grand meeting de juin 1971, la section Citroën du PCF organise aux portes de l'usine une collecte au drapeau en faveur du peuple espagnol, avec la participation de plusieurs élus.

51 ADHG 2042/292, Note du 3 janvier 1948.

52 AN F7 15589, Note de synthèse sur le PCE. En 1948, le rapport signale que les employés de l'hôpital Varsovie versent une journée de salaire par mois.

sont conçues sur le modèle des campagnes « de masse ». Au vrai, toutes les méthodes sont bonnes pour récolter le maximum d'argent. Les plus rémunératrices sont les fêtes et les bals dans des salles prêtées par la CGT ou les municipalités ouvrières, ainsi que la participation annuelle à la fête de l'Humanité. Le parrainage des emprisonnés ou de leur famille permet, en outre, d'attirer l'attention sur la répression franquiste.⁵³

La France sera aussi, à une quinzaine d'années de distance, le siège de deux maisons d'édition catalanes qui développeront une stratégie et s'appuieront sur des ressources radicalement différentes. Elles illustrent à la fois les changements de rapport de forces entre l'exil et l'intérieur dans la lutte contre la dictature, mais aussi leur complémentarité. Les activités françaises de Proa tablent, dans les années 1950, sur le public des exilés et de la diaspora, aussi lointaine soit-elle, tandis que les Éditions Catalanes de Paris, initiées de l'intérieur,⁵⁴ délaissent les exilés et font de la France la base arrière d'une entreprise éditoriale tournée en priorité vers le lectorat de Catalogne, désormais accessible par des relais inenvisageables auparavant. Le contenu des ouvrages diffère également. Proa fait place aux romans que le régime franquiste continue de censurer. Les Éditions Catalanes de Paris⁵⁵ laissent aux éditeurs de l'intérieur les publications strictement littéraires, désormais tolérées, et privilégient l'histoire et les questions sociales et politiques. Par l'intermédiaire de la Maison Blume, les Éditions Catalanes de Paris parviennent à diffuser leurs ouvrages sous le manteau dans une poignée de librairies du Principat. Leur transport s'effectue sur un mode militant que facilite, parfois, la négligence rémunérée de douaniers. Bien rodé, le système assurera, dix ans durant et sans ennuis judiciaires, la distribution de 26 titres. La diffu-

53 PAMIÈS, *La militància Psuquera...*, 1, 70 et 190. En 1964, 320 000 francs furent envoyés, ainsi que des vêtements et des médicaments aux emprisonnés politiques et leur famille. En 1972, la fédération parisienne distribue 57,52 francs à 8 prisonniers politiques, dont 6 femmes, et 809 francs aux grévistes de Vigo.

54 Depuis 1969, les Éditions Catalanes de Paris revitalisent le secteur. Financées depuis Barcelone par Josep Benet, Albert Manent et Jordi Pujol, banquier et futur Président de la Généralité, elles sont relayées en France par deux animateurs de la section jeunes du Casal de Paris, Roma Planas et Angelí Castanyer.

55 Témoignage d'A. Manent dans une lettre réponse à un questionnaire que je lui avais envoyé en janvier 1995. « En Amérique, on vendait peu car elle était trop éloignée et il était difficile d'encaisser les sommes des livres expédiés [...] Le gros des ventes se faisait vers l'intérieur ».

sion des livres en catalan s'améliore vers la fin de notre période : le tirage moyen progresse ainsi d'un millier d'exemplaires à la Libération à près de 2 500 à la fin des années 1960.⁵⁶

Avec l'accroissement du mouvement de contestation en Catalogne, l'exil se donne pour mission d'en informer la communauté des réfugiés, les nouveaux immigrants et la société d'accueil, sans oublier son rôle de dépositaire du passé.

Informers les réfugiés, les émigrés et la société française de l'activité de l'opposition intérieure

Au sortir du conflit mondial, les réfugiés n'ont qu'un faible accès aux nouvelles en provenance d'une Espagne repliée sur elle-même et sous le joug de la répression. En dehors d'analyses très générales ou de quelques brèves, leurs périodiques peinent à dresser un bilan de la situation à l'intérieur. Les seules informations de première main parviennent des échanges de correspondances privées, elles mêmes limitées par la peur de la censure, ou par les visites exceptionnelles d'un membre de la famille.

À partir des années 1960, quand l'opposition intérieure commence à se manifester plus ouvertement, l'exil répercute, dès qu'il le peut, les mutations en cours. Il le fait par de multiples canaux : abonnement, après leur reparution en langue catalane, à des périodiques qui sont mis à la disposition de leurs membres par les associations, invitation de chanteurs, de groupes de théâtre catalans⁵⁷ et de conférenciers issus des mouvements en lutte en Catalogne. Comptant sur un changement qui permettra leur retour, les exilés expriment ainsi leur volonté de rester en prise avec la réalité du pays d'origine.

⁵⁶ Chiffres avancés par Albert MANENT, *La literatura catalana a l'exili* (Barcelone: Curial, 1989, 2ème édit.), 62. Il ajoute que les tirages de poésie étaient plus faibles, en moyenne autour de 500 exemplaires.

⁵⁷ Les échos convergents de la chanson contestataire en Catalogne dans le sillage des Setze Juges, de Raimon, Pi de la Serra, Guillermina Motta... et d'une littérature désormais attentive aux réalités et à l'histoire récente de la province — Aurèlia Capmany, Miguel de Pedrolo, etc. — franchissent les Pyrénées dans les années 1960. Les *casals* contribueront à les amplifier. Dès le 19 avril 1965, le Centre de Marseille est le premier à inviter des artistes de l'intérieur.

Le public des réfugiés n'est pas le seul visé. Sans généraliser à l'ensemble des organisations exilées, beaucoup veulent également rallier à leur cause les migrants récents. Ils améliorent l'insertion de leurs compatriotes à la société française en mettant à leur disposition, en collaboration avec les syndicats français, des permanences qui défendent leurs droits, des journaux en langue espagnole, ou proposent des cours de français. Les loisirs sont également un autre moyen d'attirer les nouveaux venus, perdus dans un univers qu'ils connaissent mal. Ceux qui réussissent le mieux sont les communistes qui organisent régulièrement des fêtes et des bals où l'aspect politique n'est jamais absent.⁵⁸ Mais d'autres s'y essaient, tel le Casal de Paris. Les nouveaux venus apprécient, hors de toute considération politique, l'ambiance récréative et solidaire qui accompagne leurs premiers pas en France et les soustrait à une pénible solitude.⁵⁹

Malgré l'indéniable réussite sociale de certaines élites de l'exil, celle-ci ne leur ouvre pas l'accès aux plus hautes sphères du pouvoir économique, social, politique ou culturel hexagonal. Au mieux et à titre individuel, ses membres s'insèrent dans certains réseaux, par exemple maçonniques, profitent de connivences dans le monde de la politique ou de la culture. Leur poids se mesure à l'aune de leur influence sur leur communauté et de la visibilité de celle-ci. De ce point de vue, les situations parisiennes et toulousaines diffèrent du tout au tout. Dans la capitale, les élites communautaires s'intègrent aux réseaux internationaux de type Pen Club, que relaie au besoin l'Amicale des Catalans de Paris animée par la bourgeoisie d'origine roussillonnaise. À moins qu'il ne s'agisse, à l'exemple d'un Roma Planas⁶⁰ et dans une autre perspective, d'user des ressources parisiennes comme d'un tremplin vers la Catalogne.

58 Comme en témoigne le succès des bals organisés régulièrement par le PSUC ou le PCE à la Maison des Métallos. Cf. Entretien Josep Pamiès du 5 juin 2009.

59 Notons néanmoins que la présence des employées de maison qui viennent se divertir au *casal* ne fait pas l'unanimité au sein de l'organisation.

60 Issu de la seconde génération, plus exactement de celle qui était arrivée enfant en France, il prend la tête de la section des jeunes du Casal de Paris. Maître d'œuvre de la Journée du Livre catalan à Paris, il est aussi un ardent partisan de Tarradellas qu'il accompagnera à Barcelone lors de son retour d'exil.

Les configurations provinciales procèdent d'autres agencements. À Toulouse, le *casal* entretient de bonnes relations avec la municipalité et participe activement à la vie du Comité toulousain pour l'Espagne, où il côtoie les partis de gauche et les syndicats.⁶¹ La présence d'une forte communauté espagnole réfugiée justifie, par exemple, le succès que rencontre le film de Frédéric Rossif, *Mourir à Madrid* dans la capitale languedocienne, comme celui de toutes les manifestations condamnant la répression franquiste. Leur impact témoigne de leur capacité à mobiliser hors de la communauté exilée, plusieurs générations de Français, y compris les plus jeunes. Les liens avec les Occitans sont étroits pour tout ce qui a trait aux manifestations folkloriques et aux cours de sardane. Ainsi, les Catalans exilés apparaissent-ils mieux insérés dans la vie toulousaine que leurs compatriotes ne le sont dans la capitale. En 1967, la mesure d'interdiction du centre catalan de Marseille suscitera les protestations de la municipalité et des associations régionalistes de la cité phocéenne. Bien que dépourvues de la moindre audience internationale ou nationale, les associations toulousaine et marseillaise jouissent, en revanche, d'un ancrage local plus solide et profond.

Un gardien et un passeur de mémoire

La communauté catalane exilée veut aussi être un lien entre le passé et l'avenir. Aussi cultive-t-elle la double mémoire républicaine et catalane. Cependant, l'exercice procède d'un équilibre délicat entre la fidélité à une mémoire républicaine, commune à tout l'exil péninsulaire, et celle de la Catalogne autonome qui inquiète autant ses partenaires espagnols que la république sœur française. Aussi, chaque fois qu'ils le peuvent, les dirigeants catalans cherchent-ils à montrer publiquement les liens qui les unissent aux uns et aux autres. Contrairement aux Basques qui prennent prétexte de leur propre éphéméride pour esquiver la rencontre, les organisations catalanes sont souvent associées aux commé-

61 Tant *La Dépêche du Midi* que les rapports de police se font l'écho du rôle du Casal dans toutes les manifestations de solidarité menées par le Comité Toulousain pour l'Espagne. Cette implication est corroborée par les comptes rendus de conseil de l'association.

morations républicaines du 14 avril auxquelles participent les grands noms de la politique ou de la culture françaises. Cependant, ils prennent aussi l'initiative de manifestations spécifiques. La plus spectaculaire et symbolique est celle organisée devant les monuments aux morts pour célébrer le 19 juillet. Destinée à rappeler le rôle que joua la Catalogne dans l'écrasement du coup d'État, elle insiste sur les liens qui l'unissent à la France depuis la Première Guerre mondiale et l'épisode de la « Légion des Volontaires Catalans ».

À partir des années 1950, le public des commémorations se raréfie. Néanmoins, les associations, comme les groupes politiques, ont à cœur de maintenir le souvenir des hommes et des événements constitutifs de la double personnalité catalane. Les portraits de Macià et Companys ornent le plus souvent les murs des *casals* détenteurs de leurs propres locaux. Leurs bulletins n'oublient jamais, année après année, de célébrer les grandes dates de son éphéméride, souvent accompagnées d'un petit rappel d'histoire. Au cœur des programmes culturels, les conférences ayant pour thème la religion, la défense de la langue et le patrimoine catalan demeurent les sujets de prédilection.

Mais le vivier des conférenciers s'est rétréci⁶² et le public se lasse de retrouver toujours les mêmes intervenants, amateurs éclairés dont la bonne volonté pallie tant bien que mal les lacunes. La constitution au Casal de Catalunya de Paris, dans les années 1960, d'une « section jeune » où les nouveaux migrants sont en nombre, bouscule le folklorisme cher aux dirigeants modérés et politise les rituels commémoratifs et les activités, suscitant les réactions virulentes de leurs aînés.⁶³ Soucieuse de valoriser l'héritage dont elle sera le dépositaire, elle associe à la traditionnelle conférence-débat un spectacle poétique.

Si le maintien de la mémoire et sa diffusion auprès des nouvelles générations reste un des objectifs prioritaire de l'exil, les Catalans ont aussi pour devoir de préserver une culture sous le joug du centralisme madrilène.

62 À Toulouse on peut toutefois compter sur l'avocat et journaliste Domènec de Bellmunt ou le juriste Pau Balcells.

63 Entretien avec Josep Sans du 14 février 1993. Aux dires de cet ancien président, dans les années 1950, la direction comme les adhérents manquaient d'esprit d'ouverture et réagissaient négativement à toute introduction d'éléments extérieurs ou de nouveautés.

L'exil : conservatoire, incubateur et diffuseur de la culture catalane

Pendant plus d'une décennie, la culture catalane muselée outre Pyrénées n'a d'expression publique qu'en exil au travers essentiellement des Jeux Floraux. Relancés en 1941 dans le Nouveau Monde épargné par la guerre, ils deviennent « la » manifestation du pan-catalanisme,⁶⁴ l'occasion de retrouvailles annuelles des communautés catalanes et une tribune exceptionnelle pour les défenseurs de la culture et des libertés nationales. Jusqu'en 1960, l'Amérique se taille la part du lion avec l'organisation de 13 Jeux sur 20, même si l'Europe et surtout la France les attirent à partir de 1946. Après 1961, le poids du continent américain décline au profit de l'Europe — 11 Jeux sur 17. Outre la France et l'Alguer, la liste des pays et des villes d'accueil — Munich, Lausanne, Tübingen, Genève, Bruxelles, Zurich, Amsterdam — prend acte de l'extension des migrations catalanes vers de nouvelles zones en Europe. La présence, voire la participation directe des plus hautes instances de la ville ou du pays d'accueil, ajoute au prestige de la manifestation.

Avant 1949, aucun auteur catalan de l'intérieur n'est primé. L'asphyxie de la création sous le carcan franquiste et les obstacles aux sorties hors du territoire espagnol empêchent la présence de candidats issus du Principat. Après cette date, d'anciens exilés revenus en Espagne, mais familiers des Jeux, commencent à figurer à son palmarès. Lors des Jeux de Marseille, en 1967, ils représentent les deux tiers des travaux reçus.⁶⁵ Dans les années 1960, le poids de Catalans de l'intérieur dans les jurys et les commissions organisatrices infléchit les objectifs des Jeux. Au regard des risques encourus en Espagne, beaucoup souhaitent une atténuation des diatribes antifranquistes. La question est posée, une première fois, aux Jeux de l'Alguer de 1961. La plupart des exilés dénoncent une trahison de leur esprit. Inquiet pour leur avenir, le délégué du Patro-

64 Il ne s'agit pas ici d'un irrédentisme politique, mais culturel. Les Jeux Floraux veulent valoriser l'identité linguistique et culturelle de tous ceux qui parlent catalan dans le monde et pas seulement des Catalans stricto sensu.

65 ANC (Arxiu Nacional de Catalunya). Fonds PSUC Compte rendu de J. Montoliu sur les Jeux Floraux de 1967 à Marseille.

nat en France⁶⁶ recherche, de son côté, l'appui financier et logistique de mécènes barcelonais⁶⁷ et d'organisations étrangères aux préoccupations de l'exil. Pour la préparation de ceux de Perpignan, il sollicite, en 1963, le GREC (Groupe Roussillonnais d'Études Catalanes), partisan de transformer les Jeux en Fête du Gai Savoir. Les représentants historiques de l'exil se cabrent,⁶⁸ entraînant derrière eux les responsables politiques. Le Président Tarradellas refuse de participer à la commission d'organisation et s'en explique auprès du préfet et de l'inspecteur d'Académie.⁶⁹ La tentative d'Omnium d'affréter un autobus pour les Jeux de Zurich avorte, faute de participants, mis en garde par les amis de Tarradellas.⁷⁰

Malgré les dissensions, les Jeux Floraux restent l'une des plus grandes entreprises diasporiques de l'exil. Mais s'ils ont réussi à préserver la culture, ils sont rarement en capacité de poursuivre l'œuvre de création issue de la *Renaixença*,⁷¹ rendue difficile chez les écrivains, privés de leur public. L'édition de romanciers réfugiés en France est rarissime avant le renouveau éditorial catalan. Aussi, les auteurs ont-ils le choix entre deux solutions : revenir en Espagne pour s'immerger dans le milieu littéraire

66 CHCC (Centre d'Història Contemporània de la Ciutat), Dossier Jeux Floraux. Une lettre du 8 novembre 1963 de S. Rubio et F. Arno à M. Guinart et M. Alcantara constate le faible niveau des Jeux de 1963 en Uruguay et s'interroge sur l'opportunité d'une aide pécuniaire d'Omnium Cultural, qui la conditionne à un effacement de toute allusion politique.

67 CHCC, Dossier Jeux Floraux. Lettre du 12 juillet 1963 du vice président, M. Alcantara, aux membres du Patronat installés en Argentine. Les mécènes barcelonais veulent mettre à l'arrière plan la protestation politique et avancent l'idée d'une sédentarisation des Jeux en Andorre.

68 CHCC, Jeux Floraux (archives Guinart). Lettre du 24 octobre 1963 de Julia Gual à M. Guinart. Le courrier, très critique à l'égard du délégué des JF en France, rappelle les principes qui régissent cette manifestation en exil et s'explique sur les réticences que suscite le GREC. « Ma sympathie envers cette organisation n'est pas inconditionnelle. Je ne me sentirais pas capable non plus d'exiger qu'ils aient la même vision des choses que nous. Pour eux c'est une fête, pour nous c'est quelque chose de plus. »

69 CHCC, Dossier Jeux Floraux (archives Arno). Lettre du 16 juillet 1964 de J. Tarradellas à l'Inspecteur d'Académie des Pyrénées Orientales où il justifie sa démission de la commission d'organisation en accusant les responsables de chercher à rompre l'unité des Catalans.

70 Centre d'Études Catalanes, Archives Omnium. Lettres d'Enric Roig à Ferran Cuito du 19 septembre 1968 et de Ferran Cuito à E. Roig du 22 septembre 1968.

71 Ingrate car souvent lauréate, mais lucide, Mercè Rodoreda qualifie volontiers de « jocfloralesque » les œuvres qu'elle tient en piètre estime. Rappelons qu'en plus d'une récompense monétaire, les trois principaux prix permettent souvent l'édition *in extenso* de l'œuvre primée ou la publication d'extraits dans les revues de l'exil.

catalan de l'intérieur ou gagner un prix littéraire assorti d'une publication. Ceux qui ne se résolvent à aucune de ces deux options ou ne sont pas en mesure de choisir auront le plus grand mal à atteindre le public catalan, voire resteront à jamais ignorés.

Seule Mercè Rodoreda échappe au sort commun. Bien que contrainte d'accepter des travaux de couture pour survivre, elle profite des immenses ressources culturelles de la capitale française, lit sans cesse et suit l'actualité intellectuelle et artistique à travers les chroniques des *Temps Modernes* et de *L'Oeil*. Sensible aux critiques portées par Jean-Paul Sartre contre l'écriture « littéraire » — *Qu'est-ce que la littérature?* —, elle ne renie pas totalement ses maîtres du « noucentisme », mais adopte un style dépouillé, exempt de tout sentimentalisme qui, combiné à la poésie du regard, retient l'attention.

Selon Mathilde Bensoussan, « Le style, d'un lyrisme toujours contenu, nous plonge dans un univers " magique " et inquiétant, à l'image de la Catalogne fendue par la guerre⁷² ».

Un pessimisme définitif imprègne l'œuvre postérieure à la guerre civile. C'est flagrant avec la réécriture d'*Aloma*, roman primé en 1937 et reconnu ultérieurement par la romancière comme le seul acceptable de sa production d'avant l'exil. La nouvelle version privilégie le regard du héros, au détriment de ceux des personnages secondaires ou du narrateur, passés à l'arrière-plan, tandis que le contexte s'efface. Il en résulte un changement de perspective. À la manière du cinéma, de la littérature américaine ou du « nouveau roman », la romancière montre plus qu'elle n'explique.⁷³ Cette sensibilité renvoie au goût de l'auteur pour la peinture. Elle-même artiste peintre, elle court les galeries et les musées parisiens, passe des heures au Louvre, visite assidument la galerie Arbor, tenue par des amis catalans où elle admire ses peintres préférés : Picasso, Miró, Dalí.

Ainsi, l'épreuve de l'exil transforme-t-elle une romancière « provinciale » en un auteur « capable de dominer parfaitement la technique littéraire et au courant de toutes les nouveautés du moment » et permet à

72 *Le Monde* du 24 septembre 1971 à propos de la traduction française de *La place du Diamant*.

73 L'analyse des deux *Alomas* est extraite de l'ouvrage de Carme ARNAU, *Mercè Rodoreda, l'obra de postguerra. Exili i escriptura* (Barcelone : Fundació Mercè Rodoreda, 2012), 131–152.

la Catalogne de s'intégrer à nouveau à la culture européenne comme le souhaitait l'écrivain : « J'aimerais que cette œuvre soit bien faite, pour que la Catalogne apparaisse comme un pays d'écrivains notables, d'un niveau européen⁷⁴ ».

Au terme d'une décennie d'intense travail d'écriture, elle obtient en 1957 le prix Víctor Català, attribué en Catalogne pour *Vint-i-dos contes*, publié l'année suivante. Encouragée par cette première distinction, elle vise le prix Sant Jordi, plus prestigieux, pour lequel elle concourt avec *La plaça del Diamant*. Classée troisième, mais sûre de son talent, elle ne cache pas sa déception à son éditeur :

Si vous aviez vu comment j'ai encaissé le bide du jury Sant Jordi... J'étais à ramasser à la petite cuillère. Dire que je l'avais écrit avec un tel plaisir — ne riez pas! — croyant que je donnais à mon pays un bon roman... et je reçois une belle claque [...] Je me suis résignée en pensant que j'avais affaire à des incompetents.⁷⁵

L'échec au prix Sant Jordi n'empêche pas *La plaça del Diamant* d'être un très beau succès de librairie. Le roman connaît 26 éditions en Catalogne. Quatorze ouvrages de Mercè Rodoreda sont traduits en 33 langues, parfois avec plusieurs éditions. Ces traductions bénéficient, dans les années 1960, des subventions de l'Institut des Lettres Catalanes, puis de l'Institut Ramon Llull.⁷⁶

Si son plus fidèle lectorat réside en Catalogne, les principales réserves à son égard viennent du milieu littéraire catalan. En 2008, la table ronde qui réunit des écrivains à la faveur du congrès international consacré à l'auteure, plusieurs années après sa mort, s'en fait l'écho. Selon Josep Maria Castellet qui l'a fréquentée après son retour en Catalogne :

74 Citée par Maria BARBAL, « Mercè Rodoreda vista pels escriptors », in Joaquim MOLAS, éd., *Congrés Internacional Mercè Rodoreda: actes, Barcelona, 1-5 d'octubre de 2008* (Barcelone : Fundació Mercè Rodoreda), 103.

75 Lettre de Mercè Rodoreda à son éditeur du 21 juin 1962, citée in ARNAU, *Mercè Rodoreda...*, 18-19.

76 Joaquim MALLAFRÈ, « Les traduccions de l'obra de Mercè Rodoreda » in MOLAS, éd., *Actes del Congrés internacional Mercè Rodoreda...*, 73.

C'était une personne très distante, très froide surtout quand elle avait envie de l'être et qui voulait et savait tenir les gens à distance. Parce qu'elle venait du monde de la Catalogne d'avant guerre, de la guerre et de l'exil — un très long exil malgré les quelques incursions à Barcelone —, il était difficile de se lier d'amitié avec elle, pas tant à cause de l'éloignement ou de la froideur qu'elle témoignait, mais en raison de sa faible envie d'avoir une vie sociale [...] Il est très difficile d'établir une véritable amitié avec une personne lointaine, qui venait d'une autre époque, et manifestait un faible intérêt à connaître de nouvelles gens, à chercher à s'insérer dans la société — à plus forte raison dans la société littéraire qui l'intéressait très peu.⁷⁷

Il est probable que la romancière se soit sentie décalée et, par la suite, isolée dans une Catalogne qu'elle ne reconnaît plus, position qu'aggrave un sentiment trop perceptible de supériorité morale et littéraire vis-à-vis d'un milieu intellectuel jugé étroit. C'est pourtant en Catalogne qu'elle rencontre enfin le public qu'elle n'a jamais eu en France, y compris parmi les exilés.

Les modalités de la réussite sont en partie différentes pour les plasticiens et les musiciens. Les plasticiens exilés ne souffrent pas du handicap de la langue. La Catalogne s'enorgueillit d'avoir été une pépinière d'artistes, dont quelques-uns ont acquis une renommée mondiale, tels Picasso, Miró, Dalí. La plupart épousent la cause républicaine et franchissent la frontière en 1939. Beaucoup séjournent d'abord dans les camps, dont une minorité sort très vite sur intervention extérieure. Les artistes libérés n'échappent pas, cependant, au traumatisme du déracinement,⁷⁸ synonyme de dislocation des réseaux familiers de galeristes, de critiques d'art et d'acheteurs. Tous sont à reconstruire, en des temps peu propices, sinon à la création, du moins à la promotion d'œuvres d'inconnus, étrangers de surcroît.

77 BARBAL, « Mercè Rodoreda vista pels escriptors », 98.

78 Violeta IZQUIERDO, « L'art de l'exil républicain espagnol » in José JORNET, coord., *Artistes de l'exil en région toulousaine. République espagnole, Retirada 1939* (Toulouse : Lapilli films, 2002), 41-42.

Prenons l'exemple de Clavé. Comme quelques autres confrères, Antoni Clavé,⁷⁹ né à Barcelone en 1913, contraint de travailler dès 13 ans, a suivi les cours du soir des Beaux Arts. Avant de s'exiler en France, il exerce plusieurs métiers, notamment celui d'illustrateur d'ouvrages pour enfants et affichiste. Soldat dans l'armée républicaine, il exécute en 1938 un décor de théâtre. Interné l'année suivante au camp de Prats de Mollo, puis aux Haras de Perpignan, il doit sa libération au peintre Martin Vivés, qui accepte de l'héberger. Après une exposition à Perpignan, il part pour Paris où il s'exerce à la lithographie et en vit, renouant avec l'illustration d'ouvrages.⁸⁰ Parallèlement, il expose à la galerie Castelucho, en compagnie de Martí Bas et Grau Sala. La rencontre avec Picasso, en 1944, est déterminante. Intégré à l'École de Paris, il figure parmi les invités à la grande exposition des peintres espagnols inaugurée à Prague, en 1946. La même année, il peint les décors des ballets du théâtre des Champs-Élysées, signe les lithographies des rééditions de *La Dame de pique* de Pouchkine et de *Carmen* de Prosper Mérimée, et présente sa première grande exposition personnelle à la Galerie Delpierre de Paris. Lancé dans une carrière internationale, il renonce à la décoration théâtrale en 1954 pour se consacrer exclusivement à la peinture. L'environnement parisien stimule sa créativité. Explorateur de techniques et de supports nouveaux — utilisation d'objets de récupération, papiers et cartons, gravure sur métal —, sa renommée autorise des audaces esthétiques qui gardent la trace de ses métiers antérieurs. Lauréat de nombreux prix internationaux, habitué des galeries de New York, Tokyo, Tel Aviv, Londres, Genève, Belgrade, Rome, Milan, l'artiste n'oublie pas ses origines. La galerie Gaspar de Barcelone accueille Clavé une première fois en 1956. En 1960, elle lui consacre une première rétrospective et édite, en collaboration avec la New York Graphic Society, un catalogue que signe Jean Casou. D'autres expositions suivent en 1970, 1972, 1975 et 1977, indices d'un indéniable succès.⁸¹ La plupart des autres artistes exilés devront attendre

79 Pierre SEGHERS, *Clavé* (Barcelone : Edicions Polígrafa, 1972), 350 p.

80 Livres pour enfants, mais aussi *Tot l'any* de R. Tasis et *Lettres d'Espagne* de Prosper Mérimée.

81 Ce succès est à relativiser. Contrairement à Tapies et à Miro qui ont leur fondation en Catalogne ou Picasso son musée, l'exilé Clavé n'a aucune structure permanente pour l'accueillir.

le retour de la démocratie pour aller enfin à la rencontre du public catalan à la faveur du volontarisme culturel de la Généralité.

Victime de l'idéologie réactionnaire franquiste, la Catalogne peut continuer à s'inscrire dans les grands courants de l'avant-garde européenne grâce à ces exilés qui sèment ainsi les graines qui lèveront après le retour de la démocratie. L'exil de France, de composition trop populaire, est plus difficilement un consommateur de la culture de création. Néanmoins, dans quelques occasions, il se fait le propagateur du nouveau culturel catalan dans et hors de la communauté.

C'est lors des fêtes du livre que s'opère la principale jonction de l'exil avec les acteurs du nouveau culturel catalan de l'intérieur autour d'un anti-franquisme partagé. La première manifestation de ce genre se déroule à Toulouse, en 1964, avec les moyens du bord. Fait significatif, les œuvres d'exilés réalisent de meilleures ventes, au demeurant modestes au regard de l'assistance mobilisée, que les écrivains de l'intérieur.⁸² Paris enchaîne avec d'autres ambitions. Les organisateurs de la 3^{ème} édition parisienne de la fête du livre catalan tenue en 1969 énoncent les objectifs visés : réaliser l'unité de l'exil catalan sur le modèle de la commission d'organisation composée d'hommes et de femmes venus « de divers horizons de la pensée politique catalane » en vue de « participer à l'effort de notre peuple pour faire reculer les forces obscurantistes qui le dominent et démontrer la vitalité de la culture catalane que le fascisme n'a pu abattre.⁸³ » À cette fin, ils se proposent de promouvoir les publications des maisons d'édition de Catalogne et d'offrir une tribune aux intellectuels de l'intérieur contraints sur place à l'autocensure. Avec la création

82 *Butlletí del Casal de Tolosa* 20 (juill. 1965). À l'occasion de la journée du livre, la feuille rappelle les ouvrages en vente. Ceux à caractère historique ou biographique occupent une large place. Côté romans, on relève les nouvelles publiées par PROA ou les traductions en catalan de romans étrangers. Les anciens exilés sont privilégiés parmi les auteurs de l'intérieur. La grande absente est Mercè Rodoreda. Malgré son succès international, elle n'a jamais enthousiasmé les exilés politiques qui ne trouvent pas dans son œuvre l'exaltation patriotique qu'ils recherchent. Sur un total de 44 livres vendus, les biographies de Companys ou de Pablo Casals, ainsi que les grammaires catalanes, ont la faveur des lecteurs.

83 Archives privées de Jaume Mir. Ce dernier fut le secrétaire de la commission d'organisation de la Fête du Livre. Ses dossiers couvrent les années 1967-1976. Outre des brochures, les archives sont constituées des procès-verbaux de réunions et de quelques correspondances.

d'un prix Fête du Livre, les organisateurs veulent encourager la parution d'ouvrages politiques et historiques contre la dictature.

L'autre grande initiative est due au dynamisme du jeune secrétaire de l'Omnium cultural de Paris, Narcís Bonet. À la faveur de l'intérêt suscité dans les médias français par les troubles étudiants de 1966 en Catalogne, il organise un festival Raimon à la Mutualité⁸⁴ à la préparation duquel il associe la majorité des associations catalanes de la région parisienne, à l'exception du Casal local. L'initiative remporte un grand succès. Succès populaire d'abord, avec près de 1 200 places vendues. Succès culturel et de communication ensuite : à la suite du récital, Raimon est invité à l'Olympia, après un passage à la télévision à une heure de grande écoute. Succès commercial enfin, qui rejaillit sur le producteur des disques du chanteur, les éditions Edigsa.⁸⁵

En dépit des dissensions et des incompréhensions de part et d'autre de la frontière, par son nombre, la qualité de son encadrement, sa capacité de renouvellement malgré les stigmates du temps, l'exil de France a été un complément indispensable à l'opposition antifranquiste. Longtemps pourtant, sa composition très — trop — populaire a pu cacher aux militants de la mémoire ce que la démocratie espagnole leur devait.



Aquesta obra està subjecta a una llicència de [Reconeixement 3.0 Espanya de Creative Commons](#)

84 Lauréat du festival de la chanson méditerranéenne, Raimon est une figure marquante de la Nova Cançó catalana qui exprime la contestation du franquisme par toute une génération.

85 Centre d'Études Catalanes de Paris-Sorbonne : bilan OCP d'avril 1966.